
L'Euro-Méditerranée, impossible nécessité ?

Henri Régnault

Du Maroc à la Turquie, l'arc des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM) regroupe aujourd'hui 200 millions d'habitants, et en comptera 800 millions en 2015, soit autant que les douze pays de la CEE actuelle. L'enjeu du développement ou de la dérive des PSEM est considérable, pour les pays et les peuples concernés, mais aussi pour l'Europe qui se rend compte dès maintenant que la Méditerranée ne peut pas être une barrière étanche l'isolant de son sud immédiat et qui s'apercevra peut-être demain que ce développement des PSEM constitue pour elle une condition et une opportunité de son affirmation en tant que force autonome sur la scène géopolitique mondiale. Mais, l'Europe ne récoltera pas les dividendes du développement des PSEM sans s'être investie auparavant sur ce vaste chantier : car la CEE détient une part des clefs de ce développement, par sa façon de concevoir sa place dans le monde, de gérer le découplage entre ses proximités économiques et ses proximités géographiques qui s'est instauré au fil des trente dernières années.

En effet, il n'y aura pas de développement des PSEM sans approfondissement de l'internationalisation de leurs économies ; or l'Europe constitue et restera leur principal partenaire économique : on peut raisonnablement penser qu'il n'y aura pas de relève significative dans un avenir prévisible, ni dans des unions entre PSEM, qui sont possibles mais resteront secondaires en termes de débouchés mutuels, ni dans une affirmation tous azimuts de PSEM sur la scène économique mondiale, comment ont pu le faire des pays asiatiques dans des conditions historiques données.

La construction d'un ensemble économique euro-méditerranéen — qui ne peut être conçu comme une extension permanente de la CEE actuelle — apparaît donc comme la seule voie possible pour le développement des PSEM et comme la seule option rationnelle et porteuse d'avenir sans drames majeurs en Méditerranée. Mais l'Histoire est plus friande de tragédie que de rationalité, elle est autant la fille du choc des cultures que des impératifs économiques décrétés à l'aune occidentale; l'Histoire longue en Méditerranée se décline beaucoup plus en termes de domination ou d'affrontement que de coopération. L'Euro-Méditerranée n'est-elle pas l'archétype de l'impossible nécessité? Sans sombrer dans un pessimisme paralysant, soyons lucides sur les récifs de la navigation euro-méditerranéenne : nous n'en irons que plus loin et peut-être arriverons-nous à bon port, celui d'une Méditerranée apaisée... jusqu'aux tempêtes suivantes, car, qui oserait imaginer la fin de l'Histoire en Méditerranée !

Deux concepts clefs: PSEM et internationalisation

Les premières lignes de ce texte emploient deux concepts qui pourraient passer inaperçus, apparemment anodins ou évidents, en réalité lourds d'imprécisions, d'ambiguïtés et demandant à être spécifiés et situés l'un par rapport à l'autre.

PSEM : une catégorie faussement évidente

Rien n'est plus étranger aux pays concernés que le concept de PSEM: un pays situé au Sud ou à l'Est de la Méditerranée ne se conçoit pas PSEM; il est perçu comme tel par l'Europe dans ses efforts de classification ou de réflexion sur ses zones de proximité. L'Europe elle-même, et encore plus les pays qui la composent, hésitent d'ailleurs entre plusieurs espaces de référence, prônant ici la coopération euro-maghrébine, là le dialogue euro-arabe, excluant la Turquie mais incluant le Golfe. La catégorie PSEM ne s'impose pas à première analyse; à quelques caractéristiques communes — mais partagées par d'autres pays — telles que la dominance de la religion musulmane sunnite ou l'existence de minorités ethniques ou religieuses, s'oppose la singularité de deux mondes, arabe et ottoman, et d'une dizaine de situations nationales.

Internationalisation, mode d'emploi

Il s'agit d'un concept très à la mode: il reflète, c'est vrai, la réalité des économies contemporaines, vérifiable notamment en Méditerranée et

dans les PSEM. Cette internationalisation n'est pas avancée dans une logique purement descriptive; au contraire, elle est très valorisée, comme vecteur de développement. Les théories du développement sont ainsi passées:

— de l'import-substitution, de la distanciation et de la rupture avec le marché mondial

— à la promotion des exportations, à l'insertion au marché mondial, à la mise en avant de réussites asiatiques théorisées, idéalisées, déformées à la mode libérale et données en exemple par le FMI ou la Banque mondiale aux pays du Tiers Monde, au point qu'il existe aujourd'hui une véritable orthodoxie, si ce n'est un fétichisme de l'internationalisation.

Ce passage de l'import-substitution à la promotion des exportations n'est pas sans raisons, au carrefour des échecs de nombreuses politiques d'import-substitution débouchant sur une sous-compétitivité, de la crise de la dette, du contre-choc pétrolier. Mais, en matière d'analyse géopolitique, le problème n'est pas de se situer par rapport à des théories du développement qui ne sont que des extrapolations rétrospectives, monodisciplinaires, atemporelles et aspatiales, à partir de cas dépouillés de leur réalité spécifique. Le vrai problème est de se situer en termes de stratégie de développement d'une zone précise du monde, dans sa réalité concrète et complexe, donc relevant d'une analyse pluridisciplinaire, dans une période historique donnée, caractérisée notamment:

— par la fin de la diabolisation de la période coloniale,

— par la fin de l'idéalisation du développement auto-centré et de la coopération Sud-Sud qui ont bien montré leurs limites.

Les PSEM ou l'impératif de l'internationalisation

Compris non en termes de nouvelle orthodoxie du développement mais en termes de stratégie de développement d'une zone donnée, le concept d'internationalisation éclairé, précise et légitime le concept de PSEM. En effet, les PSEM ont en commun, en plus de leur proximité par rapport à l'Europe, une série de caractéristiques qui leur imposent d'accroître très fortement leurs ressources en devises, s'ils veulent ne serait-ce que maintenir leur niveau de vie actuel. La croissance démographique d'aujourd'hui et de demain, inscrite dans les taux de fécondité d'hier et la structure par âge qui en résulte rend illusoire une autosuffisance alimentaire: combinée à la modification des habitudes alimentaires, la démographie implique une augmentation des importations agricoles, à l'exception notable d'une Turquie excédentaire et d'un Maroc pouvant prétendre à l'équilibre. De même, les PSEM doivent assurer les échéances d'une lourde dette, acheter les nombreux biens d'équipement que, dans le meilleur cas de figure, ces pays ne peuvent pas espérer produire, régler leur facture énergétique lorsqu'ils

n'ont pas la chance de disposer de pétrole ou de gaz. Aucun PSEM n'échappe à moins de trois des quatre exigences ci-dessus.

Face à de tels besoins en devises, des ressources conséquentes ne pourront provenir, à court ou moyen terme, ni d'un nouvel endettement, ni d'un renouveau de l'émigration vers l'Europe. Dès lors, les PSEM sont confrontés à un double impératif d'internationalisation: accueillir des investissements directs, accroître les recettes courantes d'exportations de biens et services. Ainsi, par leurs caractéristiques, les PSEM se distinguent aussi bien de l'autre zone de proximité de la CEE — les pays de l'Est — qui n'a pas à assumer la même situation de croissance démographique, que de leurs voisins arabes du Golfe que leur immense rente pétrolière à long terme, rapportée à des populations numériquement modestes, dispense de toute nécessité de se créer d'autres recettes en devises.

Un défi géopolitique: l'Europe-Méditerranée

Les PSEM ne peuvent donc pas concevoir leur développement sans un approfondissement de l'internationalisation de leur économie et sans un fort accroissement de leurs échanges avec l'Europe, leur principal partenaire. Il n'est pas exclu que l'Europe puisse être tentée de favoriser une telle évolution. D'une part elle voit un avantage sécuritaire et espère réduire la pression migratoire à ses frontières en fixant les populations dans leurs pays d'origine par un développement sans déracinement: les craintes tout comme les espoirs de cette première logique, défensive, sont peut-être aussi exagérés les uns que les autres. D'autre part, la forte montée du chômage dans tous les pays de la CEE, paradoxalement, ne peut que la rapprocher d'une zone à fort potentiel de main-d'oeuvre, à travers une relecture des choix effectués depuis la fin de la deuxième guerre mondiale en matière de commerce international. La dérive des continents économiques, au cours des trente dernières années, a éloigné l'Europe de ses zones de proximité et l'a rapprochée de l'Asie, conduisant à une "déméditerranéisation" de son système d'échange¹. Dans l'inévitable déconnexion de la phase post-coloniale, mais aussi dans sa naïveté libérale, l'Europe a délaissé le développement de PSEM qui lui demandent pourtant de 40 à 80% de leurs importations, pour favoriser le développement de pays asiatiques qui ne lui adressent que 10 à 15% de leurs importations. L'Europe commence à prendre conscience qu'elle a beaucoup plus à gagner au développement et encore plus à perdre à la dérive de ses zones de proximité — PSEM et pays de l'Est — qu'à ceux de l'Asie ou de l'Amérique latine. Ainsi, au carrefour des intérêts des PSEM et de l'Europe, peut naître un projet géopolitique

de construction d'un ensemble euro-méditerranéen, qui s'inscrirait dans la logique des grandes régions économiques que l'on voit poindre, associant des pays à des stades de développement différents.

A ce stade de raisonnement, le projet euro-méditerranéen peut apparaître comme allant de soi: pourquoi n'y a-t-on pas pensé plus tôt ? Une analyse plus approfondie en révèle les immenses difficultés et le fait apparaître comme un véritable défi économique, politique et idéologique pour les PSEM et pour l'Europe, au coeur de rivalités mondiales qui ne faciliteront pas la tâche. Sans prétendre être exhaustif, nous éclairerons ces difficultés ou limites dans trois directions, non indépendantes:

— quels PSEM seraient concernés par une zone régionale euro-méditerranéenne?

— peut-on concilier les logiques des acteurs privés et publics autour d'un co-développement en Méditerranée?

— les PSEM peuvent-ils assumer le pari de l'intégration périphérique que représente pour eux une zone régionale euro-méditerranéenne?

La place du Machrek

Le projet euro-méditerranéen pose problème quant à son champ géographique. La nécessité d'une coopération renforcée CEE-Turquie et CEE-Maghreb semble clairement perçue par les partenaires concernés. Par contre, le champ géographique entre la Turquie et la Maghreb, donc le Machrek, pose problème, des deux côtés:

— faut-il pour l'Europe venir y disputer l'influence des Etats-Unis, voire la réduire? La paix au Proche Orient peut-elle être le dernier grand acte des Etats-Unis dans cette région? Il est permis de douter que les Etats-Unis déminent le terrain du Proche-Orient pour laisser l'essentiel des conséquences positives du développement de cette zone à l'Europe.

— faut-il pour le Machrek concevoir sa position géopolitique dans le monde en se situant par rapport à l'Europe, qui n'est pas sans contradictions et sans faiblesses — politiques et militaires notamment — ou bien n'est-ce pas là un insupportable renoncement à installer un jour sur la scène géopolitique mondiale un monde arabe qui serait en voie d'unification, interlocuteur direct et autonome des grands pôles mondiaux?

Des trois côtés concernés (Europe, Etats-Unis, Machrek) le débat est loin d'être tranché d'autant plus qu'un quatrième larron voudra donner son avis (le Golfe) et qu'il le donne déjà souvent en soutenant les mouvements islamistes, sans même évoquer l'Iran qui ne peut pas ne pas être concerné par toute cette zone.

Les logiques d'acteurs

Un co-développement euro-méditerranéen ne peut que se situer à l'intersection de logiques d'acteurs publics, régionaux, nationaux et multinationaux, et d'acteurs privés. Les acteurs publics au Nord de la Méditerranée n'ont déjà pas les mêmes intérêts ni les mêmes craintes. Les Etats et les régions des zones périphériques intra-CEE peuvent légitimement craindre qu'une ouverture plus large aux PSEM n'aggrave leurs difficultés sur les productions pour lesquelles les PSEM ont déjà un avantage comparatif fort (produits agricoles méditerranéens, confection) ou sont susceptibles d'en développer toutes les séquences de l'industrie manufacturière et des activités de service délocalisables à forte intensité en main-d'oeuvre. Aussi, au-delà des difficultés historiques de l'Europe à raisonner en termes de zones concentriques de proximité², le consensus des acteurs publics européens en faveur d'un projet euro-méditerranéen risque d'être difficile: même si les menaces concurrentielles sont mondiales et pas spécifiquement méditerranéennes, les réticences resteront fortes et ralentiront au minimum la mise en oeuvre d'un tel projet, risquant en cela d'en amoindrir son effet d'annonce et son impact nécessaire sur les anticipations de tous les acteurs, privés notamment.

Les firmes, européennes bien sûr, mais pas uniquement, constitueront, en définitive, les acteurs décisifs d'un projet euro-méditerranéen qui ne pourra prendre corps que pour autant que les productions intensives en main-d'oeuvre destinées au marché européen seront localisées prioritairement dans les zones de proximité européennes. Or, ces décisions de localisation relèvent des firmes et non des Etats. Au cours de vingt dernières années, les localisations des investissements directs étrangers ont vu leur logique profondément bouleversée: en réponse aux évolutions conjoncturelles liées aux chocs pétroliers, à la crise de la dette et aux politiques d'ajustement, les grandes firmes mondiales ont entraîné des bouleversements structurels, en modifiant leur stratégie d'investissement. Elles sont passées d'une logique de multinationalisation, se traduisant par des localisations en vue d'alimenter les marchés nationaux, à l'abri des barrières de l'import-substitution, à une logique dominante de globalisation, fondée sur le double critère du coût unitaire de production et du risque de l'investissement, en vue d'approvisionner des marchés mondialisés dans lesquels les PVD représentent bien peu de chose. La logique des localisations industrielles s'est donc partiellement déconnectée des marchés nationaux, incitant les Etats à réorienter les politiques

économiques, de l'industrialisation par import-substitution (ISI) vers l'industrialisation par promotion des exportations (IPE). Mais, si au jeu de l'ISI chaque pays peut s'assurer le monopole de son propre marché et attirer les firmes - surtout si ce marché atteint une taille notable - au jeu de l'IPE, tous les pays sont en concurrence et les firmes n'en élisent que quelques-uns, aux avantages comparatifs les plus remarquables.

Globalement, les PSEM ont mal su ou pu négocier ce virage, soit en restant au stade de l'ISI (cas de l'Egypte), soit en s'insérant dans l'IPE (cas de la Tunisie), d'une manière mono-sectorielle, dans une branche très traditionnelle à faible potentiel de croissance de la demande (confection). Il n'y aura pas de co-développement euro-méditerranéen sans une profonde modification de l'appréciation que les firmes portent sur la compétitivité des PSEM, le risque d'y investir, les possibilités d'un accès préférentiel au marché européen à partir de ces pays. C'est dire que la CEE et les PSEM devront réussir à proposer aux firmes un subtil dosage de demande européenne préférentielle, d'affermissement de la compétitivité de l'offre, de visibilité politique et sociale. On peut se demander si la mise en oeuvre d'un co-développement euro-méditerranéen ne suppose pas au préalable sa propre réussite, qui seule pourrait assurer une telle visibilité! Au minimum un effet d'annonce fort est indispensable, que pourrait assurer, par exemple, une conférence euro-méditerranéenne pour le développement, bien préparée, débouchant sur des propositions fortes et des engagements crédibles: rude tâche à mettre en oeuvre après la conclusion de l'Uruguay Round.

L'intégration périphérique

Qu'avons-nous à proposer aux PSEM? Rien d'autre qu'être notre périphérie préférée: fabriquer nos chaussettes, nos moulinettes, nos bicyclettes, et en contrepartie nous acheter nos machines outils, nos avions et nos produits agricoles tempérés. Il n'y a là rien de très exaltant pour des pays et des peuples qui connaissent aussi le chômage des diplômés et qui, plus fondamentalement, sont fiers, à juste titre, de leurs racines, d'une culture et d'un passé brillants. C'est dire qu'un projet euro-méditerranéen suppose de la part des peuples des PSEM la prise de conscience qu'il vaut mieux être la périphérie économique d'un ensemble qui fonctionne et qui vous tire vers le haut que le centre d'une absence de dynamique. Cette prise de conscience est difficile, parce qu'elle implique un douloureux retour à un principe de réalité et, simultanément, nécessite la réaffirmation d'une dignité profonde dans une identité culturelle sûre d'elle-même et donc ouverte et tolérante.

En définitive, l'Euro-Méditerranée est un double pari:

— pari au nord, que nous ne réglerons nos problèmes économiques et sociaux ni dans la fermeture d'un protectionnisme suicidaire, ni dans l'ouverture tous azimuts d'un libéralisme béat, mais dans l'ouverture ciblée à nos zones de proximité, en fonction de nos intérêts géopolitiques;

— pari au sud, que l'intégration périphérique est le seul compromis historique possible pour rebondir vers un destin meilleur, que les phases récentes de l'Histoire ont refusé aux peuples du sud et de l'est de la Méditerranée.

Ce double pari est nécessaire, non pas au sens d'inévitable, mais de condition indispensable du développement des PSEM et de la rupture avec une Histoire longue en Méditerranée, lourde d'incompréhension et d'affrontements. Cette nécessité est-elle possible aujourd'hui? n'est ce pas encore trop tôt, n'est ce pas déjà trop tard? Une seule certitude; l'Histoire ne repasse pas les plats.

Henri Régnauld est Maître de conférences à la Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion de l'Université de Pau.

Notes:

1 Régnauld H., "La Méditerranée dans la division internationale du travail", in la *Méditerranée inquiète*, sous la direction de X. GIZARD, Datar-Edition de l'Aube, 1993.

2 Régnauld H., "Libre échange mondialisé ou régionalisé : quels enjeux pour l'Europe et ses zones de proximité", *Géopolitique* n° 41, Printemps 1993, p.43.